Questions orales

Pourquoi le gouvernement ne reconnaît-il pas qu'il s'est fait avoir par les États-Unis et qu'il s'est lui-même lié les mains en signant cet accord qui permet aux Américains de s'attaquer comme bon leur semble à nos exportations, dans le cadre de leurs propres lois?

M. John McDermid (secrétaire parlementaire du ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, tout d'abord, le préambule de la question du député est absolument faux. Ensuite, nous n'avons pas du tout les mains liées. Rien ne nous interdit de protester contre des mesures que nous croyons injustes et injustifiées à l'égard de notre industrie de la pêche ou de toute autre industrie.

Si les États-Unis ne donnent pas une réponse satisfaisante à notre note diplomatique, qui était rédigée en termes très énergiques, je crois qu'il nous incombera de nous adresser au GATT pour en demander une, car nous estimons que c'est là une attaque tout à fait injuste et injustifiée contre notre industrie de la pêche.

Nous avons la ferme intention de protéger cette industrie. Il y a d'ailleurs lieu de signaler que l'accord de libre-échange avantagera beaucoup nos pêcheurs, et ils le savent.

* * *

L'AGRICULTURE**LE PROGRAMME SPÉCIAL CANADIEN POUR LES GRAINS—LA PARTICIPATION DES AGRICULTEURS UTILISANT L'IRRIGATION**

M. Bill Gottselig (Moose Jaw): Monsieur le Président, en l'absence du ministre de l'Agriculture, j'adresse ma question à son secrétaire parlementaire.

L'an dernier, le Programme spécial canadien pour les grains excluait plus de 80 p. 100 des surfaces irriguées de la Saskatchewan du droit à des avantages supplémentaires, parce qu'elles n'étaient pas dans des zones d'irrigation reconnues.

Les producteurs de ces terres paient des droits ou une licence pour l'eau et sont reconnus comme utilisant l'irrigation par le régime provincial d'assurance-récolte. Le secrétaire parlementaire pourrait-il nous dire si la difficulté administrative qui empêchait de traiter de la même façon tous les producteurs qui irriguent a maintenant été surmontée?

Le gouvernement utilisera-t-il la documentation disponible à des endroits comme la direction de l'irrigation au ministère de l'agriculture de la Saskatchewan, pour que tous les agriculteurs qui irriguent reçoivent la même aide au titre du Programme spécial canadien pour les grains de cette année?

M. Lee Clark (secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, je désire féliciter le député de Moose Jaw de ses efforts constants au nom des agriculteurs qui irriguent dans sa province.

Je voudrais faire remarquer que l'on n'a pas annoncé de programme spécial n° 2 pour les céréales et les oléagineux, bien que, comme lui, j'espère qu'il y en ait un.

En raison des efforts du député et de certains de ses collègues, on étudie très sérieusement, en ce moment, l'inclusion

des agriculteurs qui irriguent, mais qui sont à l'extérieur des districts organisés pour l'irrigation. Ils seraient identifiés par les droits ou la licence qu'ils paient pour l'eau et auraient droit aux mêmes indemnités que les autres agriculteurs qui irriguent si l'on annonce un Programme spécial pour les céréales et les oléagineux.

Nous pourrions peut-être faire une distinction entre ceux qui irriguent au moyen de rampes et ceux qui inondent leurs terres, mais ce serait tout.

* * *

LA COMMISSION NATIONALE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES**L'ALLÉGATION QU'UN VIOL AURAIT ÉTÉ COMMIS PAR UN DÉTENU EN LIBERTÉ CONDITIONNELLE**

M. John Nunziata (York-Sud—Weston): Monsieur le Président, ma question s'adresse à la personne qui répond au nom du Solliciteur général. Le comité de la justice et du Solliciteur général a appris lundi qu'un détenu en liberté conditionnelle à Toronto et placé sous la surveillance d'*Operation Springboard*, un organisme privé, a commis un viol.

Cet incident aurait eu lieu le 18 ou le 19 septembre dernier. Certains ont allégué que les détails de cette agression sexuelle avaient été camouflés par les fonctionnaires du ministère du Solliciteur général. Le gouvernement s'engage-t-il devant la Chambre à entreprendre un examen indépendant des circonstances entourant cet incident?

L'hon. Ray Hnatyshyn (ministre de la Justice et procureur général du Canada): Monsieur le Président, je félicite le comité de s'acquitter si bien de sa tâche consistant à examiner le système correctionnel et le système des libérations conditionnelles au Canada. Il est cependant malheureux que le député ne veuille pas prendre part à cet effort.

Cependant, puisqu'il soulève la question, je peux l'assurer que le Solliciteur général étudiera évidemment la question à la lumière des renseignements qu'il a reçus.

Je peux également l'assurer qu'une fois cette étude terminée, le Solliciteur général aura une réponse à donner au député et à la Chambre.

LA DEMANDE QU'AURAIT FORMULÉE LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION

M. John Nunziata (York-Sud—Weston): Monsieur le Président, nous voulons obtenir une enquête indépendante au sujet des circonstances de cette affaire. Nous espérons qu'il s'agira d'une enquête indépendante. En même temps on devrait également faire enquête au sujet d'une autre allégation selon laquelle le président de la Commission des libérations conditionnelles aurait demandé au chef de police de l'agglomération urbaine de Toronto, M. Marks, de ne rien dévoiler à propos de cette affaire?

Le ministre de la Justice nous promet-il que cette allégation sera également examinée?